

Correo Internacional



Publication de la LITqi.

Nouvelle époque. Num. 103 - novembre 2003

BOLIVIE

UNE REVOLUTION OUVRIERE ET SOCIALISTE EN COURS

Vendredi 17 octobre, après presque 3 semaines de Grève Générale Indéfinie convoquée par la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB) et avec plus de 80 morts et 400 blessés par la répression militaire, finalement, vers 16 heures, Gonzalo Sánchez de Lozada (Goni) annonçait officiellement son renoncement à la présidence de la Bolivie, s'enfuyant par la suite du pays en direction de Miami. De cette manière, les travailleurs boliviens ont mené une insurrection triomphante avec une nouvelle défaite impressionnante infligée à l'impérialisme, en détrônant un gouvernement qui appliquait sa politique.

Les masses des travailleurs boliviens ont mis en échec les plans de l'impérialisme de piller la réserve de gaz naturel, une des plus grandes du continent. Sánchez de Lozada avait compromis la vente du gaz à des transnationales américaines, pour l'exporter par des ports chiliens aux Etats-Unis. La demande initiale du peuple travailleur, de nationaliser le gaz en mains des transnationales, a finalement mené à demander la tête de Goni, parce qu'en question de jours ils ont compris qu'ils ne pouvaient pas récupérer le gaz avec un gouvernement servile aux transnationales. Ce qui est arrivé en Bolivie est un exemple de comment on peut mettre en échec les plans de mise à sac de l'impérialisme, comme la ZLEA, et que cette lutte est indissolublement liée à la lutte pour détrôner les gouvernements qui appliquent la politique de recolonisation du FMI. L'insurrection bolivienne triomphante fait partie de la même cause et a le même contenu que les révolutions déchaînées en Equateur, au Vénézuéla, en Argentine : la lutte pour en finir avec la mise à sac et le pillage de la recolonisation impérialiste dans ce continent.

La révolution bolivienne a répondu avec des faits à une série de polémiques dans l'avant-garde latino-américaine et mondiale : sur le rôle de la classe ouvrière comme sujet social de la lutte contre la barbarie capitaliste, sur la nécessité de se battre pour le pouvoir et de construire une direction révolutionnaire ; elle a démontré la possibilité réelle de vaincre l'impérialisme par la mobilisation.

Toutefois, depuis le début de la grève générale et après la chute de Goni, la presse internationale et les directions conciliatrices essayent de minimiser la réalité derrière un rideau de confusions, en faisant valoir que cette insurrection a eu un contenu indigène, paysan et populaire, dans laquelle la classe ouvrière aurait joué un rôle complémentaire, et qu'il n'y aurait pas eu d'organismes de pouvoir des travailleurs. Ils arrivent même à soutenir qu'en réalité en Bolivie il n'y a pas eu et il n'y a pas une révolution en cours et qu'il s'agit seulement d'une mobilisation nationale contre la vente du gaz à travers le Chili. Tous ces arguments prétendent nier qu'en Bolivie les conditions pour contester le pouvoir à la bourgeoisie étaient données et le sont.

Voilà pourquoi il est indispensable d'examiner en profondeur les faits mis à nu par la révolution bolivienne, et d'en tirer les conclusions à propos de quelles sont les tâches urgentes qui

permettent aux masses d'avancer vers un triomphe définitif, capable de changer radicalement l'actuelle situation de misère dont elles souffrent et qui peut changer l'histoire de tout le continent latino-américain.

LE CARACTERE OUVRIER DE LA REVOLUTION BOLIVIENNE

Il est vrai que la Bolivie est un pays majoritairement paysan ; près 50% de la population vit dans la campagne. Il est vrai que les quechuas et les aymaras, originaires de plus de 30 peuples, sont majorité nationale et que leurs revendications et leurs luttes sont un composant fondamental de la révolution. Toutefois, ce qui a réellement eu lieu en septembre-octobre, n'a pas été une insurrection indigène et paysanne, mais avant tout une révolution ouvrière, paysanne et populaire, dans laquelle ont activement pris part tous les secteurs appauvris, (paysans, étudiants, chômeurs, classes moyennes). La classe ouvrière a été l'avant-garde et la direction de ce processus, elle y a participé sous la direction de sa Centrale Ouvrière Bolivienne historique (COB) autour de laquelle se sont groupé les secteurs les plus combatifs comme les assemblées vicinales de la ville El Alto. En plus, à part El Alto, la classe ouvrière a été la direction du processus avec ses détachements de mineurs, qui sont arrivés à la ville de La Paz armés de dynamite ; tant à La Paz comme dans le reste du pays (Oruro, Potosí, Cochabamba), ce sont les travailleurs salariés, à travers leurs Centrales Ouvrières Départementales (COD), qui ont approfondi la Grève Générale pendant la dernière semaine.

Le rôle protagoniste des travailleurs dans le processus bolivien n'est pas un fait tombé du ciel, il est la continuité d'une montée révolutionnaire redoutable qui a lieu en Bolivie depuis le mois d'avril de 2000. Bien qu'après la défaite des mineurs en 1985 ce soit le mouvement paysan, et particulièrement celui des planteurs de coca de Chapare, qui a été à l'avant-garde des luttes, la classe ouvrière a commencé à annoncer son entrée en combat dans l'insurrection de Cochabamba, qui a expulsé un transnationale du service de l'eau potable en avril 2000. A Cochabamba s'est unifiée la mobilisation urbaine avec la rurale sous la direction de la "coordinatrice de l'eau", composée de la Centrale Ouvrière Départementale et des syndicats manufacturiers et agricoles.

Depuis lors, la situation bolivienne n'est plus jamais revenue au point de départ ; les masses avaient ouvert une étape révolutionnaire dans une dynamique de confluence des luttes ouvrières et paysannes. Le mouvement ouvrier, en dépit des directions, a joué un rôle de plus en plus actif et a rejoint les paysans avec ses luttes. D'abord c'étaient les pensionnés qui ont obtenu de Banzer une augmentation de 100% de leurs revenus, puis c'étaient les enseignants et les travailleurs de la santé qui ont freiné les tentatives de privatisation de ces services et ont obtenu des améliorations salariales, et le triomphe le plus catégorique a été celui des mineurs de Huanuni qui, en plein processus électoral de 2002, ont obtenu, grâce à une puissante mobilisation, la ré-étatisation de leur entreprise, privatisée par Banzer.

Cette dynamique ne s'est pas arrêtée, mais elle s'est manifestée sur le plan électoral le 30 juin 2002, par le vote pour le Mouvement au Socialisme (MAS) d'Evo Morales et le Mouvement Indigène Pachakutec (MIP) de Felipe Quispe, un vote qui n'a pas été seulement paysan mais a eu un grand composant urbain. Par la suite, en dépit de la trêve accordée au gouvernement de Goni par les directions dans les premiers mois de sa gestion, la situation a mené à déclencher une première insurrection urbaine triomphante le 12 et 13 février, qui a blessés mortellement le gouvernement.

En février, les conditions pour détrôner le gouvernement se sont accentuées et dans cet élan, la classe ouvrière a entrepris la tâche de récupérer la COB des mains de la direction pro-gouvernementale, une tâche concrétisée dans son XIII Congrès, en août de cette année. C'était un pas décisif qui a déterminé que cette centrale accomplisse le rôle dirigeant centralisateur et unificateur des luttes insurrectionnelles d'octobre.

C'est cet organisme qui, dans une réunion nationale avec participation étendue, a appelé à la Grève Générale Indéfinie avec l'exigence centrale du renoncement de Sánchez de Lozada au gouvernement.

POURQUOI LES TRAVAILLEURS N'ONT-ILS PAS PRIS LE POUVOIR?

Le soir du 17 octobre, quand la réunion ample de la COB débattait sa position face au renoncement officiel de Sánchez de Lozada, le principal dirigeant, Jaime Lots, a annoncé à la réunion plénière qu'il avait reçu un appel de Carlos Mesa, alors le Vice-président, pour lui demander de vouloir bien instruire ses bases qui encerclaient la place Murillo et le palais de gouvernement, de se replier pour qu'il puisse entrer au Congrès et jurer comme président. Ce fait est une illustration très claire du pouvoir que les masses en lutte concentraient dans la direction de la COB. Vient alors la question : pourquoi, ayant tant de force, les travailleurs n'ont finalement pas pris le pouvoir ?

Dans cette réunion ample, et par la suite au moment de lever la Grève Générale, les dirigeants ont avancé essentiellement le prétexte qu'ils ne disposaient pas d'armement. Mais ils n'ont pas mentionné le défaut fondamental, c'est-à-dire, le fait qu'au moment d'entamer la Grève et pendant cette dernière, il n'y a pas eu un seul dirigeant qui aie manifesté que l'objectif était la prise du pouvoir. Depuis le début de la mobilisation, quand la direction de la COB a correctement soulevé la consigne du renoncement de Goni, la grève a été conduite contre une alternative de gouvernement ouvrier et paysan, en disant qu'après Goni le nouveau gouvernement devait se constituer dans le cadre de la constitution bourgeoise. Le rôle de la direction du MAS et d'Evo a été encore plus regrettable. Au début, Evo ne s'est pas prononcé décidément pour le conflit, considérant que la demande politique mettait en risque la démocratie, et par la suite, quand il a rejoint le conflit sous la pression de la mobilisation, il a été le premier à proposer la continuité constitutionnelle avec Carlos Mesa comme président. Le rôle du POR (Parti Ouvrier Révolutionnaire de Guillermo Lora) a lui aussi été néfaste ; depuis la fédération d'enseignants de La Paz, dont il est la direction, il n'a même pas posé le problème du pouvoir, mais il a suspendu la grève du magistère, deux jours après l'avoir entamé.

Si les travailleurs n'ont pas pris le pouvoir, ce n'était pas par manque de combativité ni d'organisation, dont ils ont fait preuve abondamment, mais par la politique des principaux dirigeants qui ont remis le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie et de l'impérialisme.

LA COB, ORGANISME DE POUVOIR

La Centrale Ouvrière Bolivienne, apparue avec la révolution de 1952, regroupe dans son sein non seulement les travailleurs salariés ; en font partie aussi les paysans, les étudiants, les petits commerçants, les artisans, les artistes et beaucoup d'autres secteurs populaires. On peut dire que c'est "une centrale du peuple". La COB a joué depuis 1952 un rôle de double pouvoir dans plusieurs périodes de lutte, comme en 1971 sous le gouvernement de Torres. Il a été l'acteur central dans le renversement des dictatures, et entre 1982 et 1985, c'était le double pouvoir opposé au gouvernement de Front Populaire de Hernán Siles Zuazo.

Le caractère d'organisme de pouvoir des travailleurs a été continuellement nié et a été dissimulé pendant des décennies par la direction de Lechín, le Parti Communiste et le Parti Ouvrier Révolutionnaire (POR) de Lora, en soutenant qu'un syndicat ne peut pas prendre le pouvoir, sans voir que la COB est plus qu'un syndicat. Avec cette orientation ils ont rendu possible la défaite des mineurs et de la révolution bolivienne en 1985, ils ont ouvert le chemin à la bourgeoisie et l'impérialisme pour déclencher une offensive de recolonisation contre les masses, mise en oeuvre avec les politiques néo-libérales tout au long de la décennie des années 90, et qui a coûté aux travailleurs le licenciement de plus de 30 mil mineurs ainsi que les privatisations.

Pendant les années d'offensive néo-libérale, la COB a été usurpée par des directions pro-bourgeoises, qui se sont donné la tâche de la détruire, au point de la faire presque disparaître de la scène. Mais l'entrée de la classe ouvrière urbaine dans la montée des luttes a

objectivement posé la question de sa récupération. Après le 12 et 13 février, à l'intérieur des organisations syndicales s'est ouvert un processus de rechange de directions, entamée en mars par les mineurs qui ont évincé leurs dirigeants au service du gouvernement ; une attitude semblable a été suivis par le secteur des usines dans leur confédération nationale, un processus qui a abouti au Congrès de la COB d'Oruro, en juillet-août de cette année, quand les dirigeants liés au gouvernement ont été vaincu et la COB a commencé à récupérer son rôle historique.

Maintenant que les travailleurs ont progressé avec un grand effort dans la tâche de récupérer leur COB, apparaissent à nouveau les Lechin du passé, qui sous l'un ou l'autre prétexte nient que la COB puisse être un organe pour la prise du pouvoir. C'est quand même cette COB qui a convoquée à la Grève Générale pour la chute de Goni, et par sa convocation se sont mobilisés même des secteurs qui ne sont pas affiliés, comme les assemblées vicinales, mais qui dans la dernière réunion ample ont demandé de faire partie de la COB.

Différentes organisations s'obstinent à soutenir que la révolution bolivienne d'octobre n'a pas donné d'organes de pouvoir, parce qu'elle n'a pas donné lieu à des Soviets. Nous croyons que c'est une grave erreur puisqu'ils ne comprennent pas qu'en Bolivie, contrairement à d'autres révolutions, l'organe de pouvoir est une Centrale Ouvrière qui unifie tous les secteurs en lutte. Il est vrai que la COB a besoin de continuer à se fortifier, mais cela ne nie pas qu'elle est aujourd'hui l'organisme de double de pouvoir dont s'est doté la révolution bolivienne.

CARLOS MESA: UN GOUVERNEMENT FAIBLE SOUTENU PAR LES DIRECTIONS

Le gouvernement de Carlos Mesa est un gouvernement qui est le produit d'une insurrection victorieuse et à cause de cela il est plus faible que le précédent. C'est un gouvernement kerenskiste, comme conséquence d'ailleurs de la politique de succession constitutionnelle prônée par les principales directions. Dans cette ligne, il est compréhensible que la première attitude que ces directions ont eu, est de lui donner trêve et soutien, exprimés dans des déclarations comme celles d'Evo Morales qui "*confiait que le nouveau président rompe avec le néo-libéralisme et modifie plusieurs lois qui soutiennent le modèle*" ou celles du député du MIP, Juan Gabriel Bautista, qui a déclaré que "*ce n'est pas le moment de menacer ni d'imposer des délais au président Carlos Mesa, parce que le pays a besoin d'un repos, a besoin d'un temps (...) Laissons le travailler ; je dirais que tous les parlementaires, tous les dirigeants, nous sommes dans l'obligation de le soutenir, de lui donner une main*"(Econoticias, 24/10/03). Entre-temps, la direction de la COB a résolu de faire un repli stratégique, pour commencer la négociation des revendications des travailleurs.

Ces attitudes ne font autre chose que donner une bouée de sauvetage à un gouvernement qui malgré sa faiblesse se maintient fidèle aux prétensions de l'impérialisme. Le nouveau président a déjà déclaré "*qu'il ne s'écartera ni un millimètre de la ligne du Fonds Monétaire International et qu'il donnera suite aux politiques économiques et fiscales entreprises par son prédécesseur*" (Econoticias, 21/10/03) C'est pourquoi il est incorrect que les directions lui accordent une trêve, et il est encore moins correct qu'elles alimentent des espoirs dans un gouvernement bourgeois pro-impérialiste. Tout au contraire, on ne doit donner **aucune confiance ni soutien à ce gouvernement!**

LE PIEGE DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE

La préoccupation centrale de la bourgeoisie et de l'impérialisme est : comment démonter le processus révolutionnaire et comment reconstruire le pouvoir et le régime bourgeois, aujourd'hui en ruines. Pour cela le gouvernement de Mesa essaye de faire appel à ce que nous appelons la "réaction démocratique" avec la convocation à une Assemblée Constituyente. Cela veut dire **sortir les travailleurs boliviens de leur lutte et leur mobilisation pour un changement de fond, pour les mettre dans le piège des mécanismes électoraux et institutionnels bourgeois**, avec la tromperie de qu'à ce niveau on va discuter tout. Dans ce

qu'on appelle le Sommet Social Alternatif, réalisé récemment à Santa Cruz, face à l'exigence de vastes secteurs populaires qui y étaient réunis, pour que le gouvernement procède à l'abrogation des lois de soumission comme la loi sur les hydrocarbures et sur les privatisations, le gouvernement a déjà répondu catégoriquement qu'on discuterait de cela dans cette instance de la démocratie bourgeoise.

C'est grave que cette issue soit soutenue avec force par le dirigeant Evo Morales, un des principaux politiciens de référence du peuple bolivien. Malheureusement, cette même politique est défendue aussi par presque la totalité des courants latino-américains qui se revendiquent comme trotskistes et révolutionnaires. Tous ces courants prônent que, face à la crise des institutions bourgeoises, la principale tâche est d'appeler à voter pour une Assemblée Constituante, maquillée par certains avec les appellations de "révolutionnaire" ou "populaire". La révolution bolivienne montre à nouveau, comme cela a déjà été le cas pour la révolution argentine, la détérioration relative au programme dans laquelle sont tombées une grande partie des organisations qui se revendiquent du trotskisme. Au milieu de processus révolutionnaires profonds, ils voient seulement des issues à l'intérieur du régime démocratique bourgeois.

Nous, au contraire, jugeons qu'il faut faire l'opposé. L'issue pour la crise dans le pays ne se situe pas dans le cadre de la démocratie bourgeoise, mais dans la lutte conséquente pour une alternative ouvrière, paysanne et populaire. C'est une issue que la révolution a montrée en créant une situation de double pouvoir avec la COB à la tête. Voilà pourquoi la tâche centrale est de promouvoir le renforcement de cet organisme, qui doit réellement s'opposer à la Constituante bourgeoise et qui doit rendre possible le triomphe du pouvoir des travailleurs.

POUR "GAZ, TRAVAIL ET TERRE" PREPARER LA PRISE DU POUVOIR PAR LA COB !

Avec la chute de Goni s'ouvre une nouvelle phase de la révolution bolivienne : **la lutte pour le pouvoir ouvrier, paysan et populaire et pour le socialisme**. Malgré la politique de conciliation des dirigeants et la trêve de 90 jours qu'ils ont accordée à Mesa, le nouveau gouvernement ne peut, ni ne pourra résoudre aucune des demandes des travailleurs. On n'a abrogé ni la loi du Code fiscal, ni celle de la sécurité citoyenne qui attente contre les luttes. On n'a même pas indemnisé les parents des morts et les blessés. D'autre part, les masses se considèrent victorieuses ; dans la campagne, même contre leurs directions, ils ont commencé à prendre les terres des fermes, et dans les villes et les mines les gens commencent à examiner la nécessité de s'approprier les mines de Goni, d'intervenir les entreprises des services d'électricité et d'eau, pour résoudre sans tarder leurs problèmes. Le plus probable est qu'à court terme il y aura à nouveau des confrontations dures.

C'est pourquoi, la tâche centrale est aujourd'hui d'approfondir le pouvoir des travailleurs à partir de leurs organisations de base, en fortifiant la COB au niveau national. L'exigence est que les directions rompent avec la bourgeoisie et son gouvernement et qu'elles préparent la prise du pouvoir par la COB. Il est nécessaire que la direction de la COB convoque à un Congrès de bases afin d'évaluer les possibilités d'une insurrection victorieuse, d'unifier les différents secteurs, de promouvoir des assemblées de secteurs et au niveau national, de donner une continuité et de développer les comités de base apparus pendant la grève. C'est-à-dire qu'il faut profiter de la riche expérience insurrectionnelle pour faire un bond en avant dans l'organisation. Ce Congrès doit approuver le programme de rupture avec le FMI, un programme dont les axes sont la récupération du gaz, l'emploi pour tous en abolissant le Décret 21060 et en annulant la Loi 1008, et la terre pour les paysans, un programme qui à son tour rejette la ZLEA et le paiement de la dette extérieure, et qui retient les revendications des nationalités indigènes et les intègre dans le futur Etat Ouvrier multi-ethnique et plurinational. Ce Congrès doit approuver aussi un Plan de Lutte avec comme but la prise du pouvoir par la COB, un plan qui considère la grève générale, les milices armées, etc.

Il n'y a pas de doute que les travailleurs et les masses boliviennes manifesteront à nouveau leur combativité et leur organisation. La grande question à l'ordre du jour est la possibilité

d'avancer vers la confluence révolutionnaire des dirigeants, activistes et secteurs qui sont disposés à faire face au défi de préparer la lutte pour le pouvoir. Construire la direction révolutionnaire est alors la grande tâche en Bolivie, dont dépend l'issue finale de la révolution. La proposition du Mouvement Socialiste des Travailleurs - MST - est d'unir tous ceux qui sont d'accord de se battre conséquemment pour une issue de classe et socialiste, pour avancer dans la conformation de cette direction révolutionnaire que la situation exige.